

« Le karaté remplit une mission de service public »

Du 21 au 25 novembre, les championnats du monde de karaté auront lieu à Paris-Bercy. A 40 jours de l'événement, Au Tapis ! donne la parole au président de la Fédération française de Karaté et disciplines associées (FFKDA) Francis Didier. Retour sur ces championnats tant attendus, les finances, les médias...



Francis Didier, président de la Fédération française de karaté (FFKDA). Photo: Florent Bouteiller

Vous avez choisi d'organiser ces mondiaux en 2012, c'est symbolique ?

Oui, bien sûr. Il y a quarante ans, en 1972, la France organisait l'événement sur son sol et remportait l'épreuve par équipe avec Gilbert Gruss, François Petitdemange, Guy Sauvin, Alain Setrouk et Dominique Valéra. 2012, c'est aussi Londres, encore dans toutes les têtes. Ces championnats seront nos Jeux olympiques à nous, avant que nous n'intégrions définitivement le cercle des sports élus. Pour nous, ce rendez-vous est capital car le Comité olympique nous observera, étudiera tout.

Justement, où en est ce dossier ?

Il va y avoir un vote au Comité international olympique en 2013 pour savoir combien de sports peuvent devenir olympiques. Si c'est zéro, le problème est réglé. S'il y en a

un ou deux, nous avons nos chances. En mai, un autre vote serait organisé pour choisir le ou les sports élus. Et en septembre, il est prévu de ratifier ce vote au Congrès.

Pour les mondiaux, quels sont les grands pays attendus ?

Il y a le Japon, bien sûr, qui domine la discipline depuis de nombreuses années. Dans les épreuves de karaté kata, leurs athlètes seront intouchables. En karaté combat, certains peuvent sortir du lot. Après les autres places vont se jouer entre la France, la Turquie, l'Espagne et l'Italie.

En France, sur quels athlètes peut-on compter ?

Il y en a beaucoup. William Rolle, Lolita Dona, Lucie Ignace, Alexandra Recchia, Johana Lopes, Kenji Grillon... On a aussi un Davy Dona qui peut se transcender. croyez-moi, les talents ne manquent pas.

Combien ces championnats ont-ils coûté ?

Au total, 3,4 millions d'euros. Le comité national du sport (CNDS) a participé à hauteur de 600 000 euros, la région Ile de France 220 000 et la Ville de Paris 80 000. Nos partenaires La Grande Récré, Adidas et la Mutuelle des sports (MDS) nous ont aussi aidés.

Qu'attendez-vous de ces championnats en terme de retombées ?

Nous attendons tout d'abord que le Comité olympique s'aperçoive à quel point nous sommes prêts et motivés pour en faire partie. Nous espérons que l'événement nous apportera des licenciés. Aujourd'hui, la Fédération en compte 227 000 (191 000 pour le karaté). L'idéal pour nous serait de passer la barre des 250 000 licenciés.

Il y a plusieurs branches dans votre fédération et l'on voit parfois certaines critiques sur le karaté combat, celui pratiqué en compétition...

Oui, il y en a toujours qui critiquent. Ce que je vois, moi, c'est que nous sommes une fédération qui rassemble. Nous proposons près de 16 styles de karaté différents et nous avons des disciplines associées comme le Krav Maga, les arts martiaux vietnamiens, le Yoseikan budo... C'est une structure que beaucoup d'autres pays nous envient car nous sommes la plus grande fédération de karaté au monde en terme de pratiquants. Et nous dépendons du ministère avec 15 cadres d'Etat. Personnellement,

j'estime que je suis un nanti.

Le karaté est un sport peu, voire pas du tout médiatisé. C'est un constat amer pour vous ?

Oui, je le déplore, bien sûr. L'Equipe est un de nos partenaires publicitaires mais il ne parlent jamais de nos médailles, sauf dans des brèves en bas de page. J'espère que la situation changera. Quant à France Télévision, je trouve qu'elle ne remplit pas son rôle de service public. Je ne parle pas que du karaté. C'est aussi le cas de plein d'autres sports qui ne passent jamais à la télé, alors que son rôle est, selon moi, de proposer des sujets sur tous les sports. En fait, je ne vois pas de ligne de démarcation entre l'audiovisuel public et le privé. Ça me désole, car au-delà de l'aspect compétition, la Fédération de karaté remplit une mission de service public, elle aussi. C'est un acteur de la société. Les clubs transmettent des valeurs, des modes d'éducation qui sont fondamentaux. Les entraîneurs adaptent leurs discours. Cela va des enfants aux parents, il faut savoir guider les uns, faire progresser les autres, animer toute une vie autour d'un club. Selon moi, le club est le dernier lieu où les inégalités sociales s'effacent, où les gens se rencontrent et apprennent à se connaître. Au karaté, on commence par l'opposition car c'est un sport de combat, mais on finit par l'unité. C'est toutes ces valeurs que notre sport, et bien d'autres, minoritaires eux-aussi, incarnent. D'ailleurs, nous avons réussi à remplir Bercy pour tout le week-end. Cela prouve que nous avons une forte identité...

Les championnats du monde seront diffusés en direct sur France Ô, pourquoi cet intérêt ?

C'est très simple, nous avons pris à nos propres frais la production via la société Euromédias. Cela nous a coûté près de 200 000 euros, mais nous tenions absolument à ce que cet événement existe à la télévision. Nous sommes conscients de notre déficit d'image, mais ce n'est pas en restant les bras croisés et en râlant que les choses vont s'arranger. Alors, nous avons pris les devants afin qu'une chaîne diffuse, sans engager de frais, la compétition.

Aujourd'hui, quel est le niveau de vie d'un karatéka de haut niveau ?

Il vit bien car il est bien dans sa famille. Nous ne rétribuons pas les athlètes car nous n'en avons pas les moyens, mais nous faisons le maximum pour qu'ils ne manquent de rien et qu'ils puissent réussir dans leur voie. Nous les suivons dans leurs études

pour qu'ils puissent sortir avec un métier. Par exemple, nous aidons Alexandra Recchia dans ses études de droit, d'autres font des formations de kiné... c'est la fédération qui leur permet de faire tout ça. Chaque année, nous dépensons près de 140 000 euros au suivi de nos athlètes. Et sur les 9 millions de chiffre d'affaires de la FFKDA, 1,8 million est dédié au haut-niveau. Nous suivons les athlètes dès les pôles France et des assistantes sociales sont même à leur disposition.

Après, c'est impossible, à l'heure actuelle, de vivre de la discipline, mais ils sont habillés, logés, nourris et on prend en charge tous leurs déplacements. Ce n'est pas rien. Beaucoup d'autres athlètes étrangers sont obligés de prendre toutes ces choses à leurs frais. Par exemple, les Américains doivent payer leurs survêtements... Notre politique, à la FFKDA, c'est de permettre à nos athlètes de pouvoir s'adonner à leur passion dans de bonnes conditions.

Propos recueillis par Florent Bouteiller

Retrouvez @Au Tapis! sur Twitter